

# LE DÉBAT PUBLIC SUR LES DÉCHETS NUCLÉAIRES

---

**Les collectifs opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs ne cautionnent pas le “débat” public sur les déchets radioactifs à vie longue.**

Suite à la saisine de la Commission Nationale de Débat Public par les ministères concernés, des représentants de collectifs ont suivi la mise en place de celle-ci : participation aux premières réunions préparatoires, échanges avec les membres de la CPDP, réflexions internes... qui alimentent aujourd'hui de nombreuses réserves sur la portée de ce débat.

## **Trop court, trop restreint, et peu crédible...**

### **Un débat, aujourd'hui ?**

4 petits mois en 2005 pour parler des déchets nucléaires les plus dangereux, à quelques mois des décisions parlementaires cruciales de 2006 ? Alors que les 15 années “Bataille” qui viennent de s'écouler ont toujours évincé toute participation de la société civile ? Quelle crédibilité y accorder ?

A noter que la société civile n'a pas attendu pour soulever, depuis 20 ans, les vrais questionnements, en particulier sur le projet d'enfouissement.

### **Un débat étriqué et sans envergure**

4 mois mais en réalité une dizaine de rencontres de quelques heures, 3 zones géographiques concernées, soit celles qui sont pressenties pour accueillir l'enfouissement ou l'entreposage. Pourquoi une telle restriction ? L'ensemble de la population française est concerné par ce problème récurrent de société. Ce type de débat public n'est pas adapté à l'ampleur du sujet : manque de temps, de moyens sérieux de communication et d'échanges, manque d'envergure, pas d'orientation décisionnelle à son issue.

### **Un débat pourquoi ?**

Tout semble bien prévu, acté, tracé. Avant tout débat, toute discussion parlementaire. Les derniers rapports (OPECST, CNE, ANDRA...) annoncent que le “principe de faisabilité est acquis”, et proposent déjà aux parlementaires un plan d'avenir clair : entreposage préalable des déchets et enfouissement à Bure ensuite. Quel sens pour un débat “public” si ce public sera mis, dans quelques mois, devant le fait accompli ?

### **Un débat pour évacuer l'urgence de la situation**

Aucune des inconnues majeures n'a été levée : on ne sait toujours pas agir sur la nature même du danger, soit la radioactivité de ces déchets. On ne peut pas neutraliser leur danger, et pourtant tous les rapports officiels dédramatisent une situation plus qu'alarmante.

Il est à craindre que ce débat soit un leurre pour les populations maintenues dans l'ignorance et les parlementaires amenés à voter en 2006.

## **Un débat sans les décideurs**

On constate que les parlementaires qui doivent voter en 2006 sont totalement absents du débat. Aucun lien, aucun échange avec la population qu'ils sont censés représenter.

## **Un débat déconnecté**

Parler des déchets nucléaires, sans parler de leur outil de production est une véritable abération, cela revient à laisser dans l'ombre la véritable question : pourquoi s'obstiner à produire des poisons ingérables ?

Le déchet est le talon d'Achille du nucléaire, on l'escamote. Le lancement d'un second programme électronucléaire s'est fait avant toutes discussions autour de l'impossible gestion de ses déchets, existants et à venir.

## **Débat public ou processus d'acceptation sociale**

A l'heure où l'énergie nucléaire est en perte de crédit dans l'opinion publique, s'agit-il de saupoudrer d'un semblant de démocratie des décisions déjà prises ?

S'agit-il d'une "soupape" pour les fortes pressions citoyennes relevées immanquablement depuis 20 ans sur chaque site pressenti pour le stockage souterrain ou l'entreposage ?

Vaste opération de communication visant à persuader la population qu'elle a été consultée ?

## **Un débat réel, sinon rien !**

Les collectifs réunis au sein de la Coordination nationale soulignent tout l'intérêt -et l'incontournable nécessité- d'un projet de débat à envergure publique autour des déchets nucléaires. Le débat, nécessaire à tout exercice démocratique, est réclamé par les populations et les associations confrontées à ce sujet épineux depuis plusieurs décennies.

**Les collectifs réunis au sein de la Coordination nationale considèrent aujourd'hui qu'un réel débat sur ce sujet peut être valablement mené :**

**- s'il intègre tous les citoyens sur l'ensemble du territoire :**

"A enjeu national, débat national !"

**- sur une durée suffisante et avec des moyens en conséquence**

**- si les parlementaires qui prendront des décisions capitales en 2006 sont directement impliqués dans la procédure du débat public**

**- si il fait partie intégrante d'un débat sur les orientations nationales en matière d'énergie**

Un impératif : prendre en compte la problématique des déchets nucléaires dans sa globalité, à savoir leur mode de production, et la replacer dans la politique énergétique du pays. Déconnecter le déchet de sa source est un non-sens.